



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Reims, le 20/07/2023

Unité Départementale de la Marne

Nos réf. : D1 i 2022-415 APC

Vos réf : transmissions du 21 juin 2022 et 28 décembre 2022

Affaire suivie par : XXX

Tél. : 03 10 42 28 00

Courriel : ud51.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Objet : Société LUZEAL à Pontfaverger-Moronvilliers - Modification notable d'une installation classée soumise à autorisation -

Article R.181-46 du code de l'environnement

PJ : projet d'arrêté préfectoral complémentaire

Par courriel du 21 juin 2022, la société LUZEAL a transmis un porter à connaissance concernant la création d'un bâtiment de stockage de la biomasse-balles-granulés, et la modification du stockage de biomasse extérieur existant, du site de Pontfaverger-Moronvilliers.

Par courriel 28 décembre 2022 du complété le 16 juin 2023, la société LUZEAL a transmis un bilan de conformité aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

L'analyse des éléments présentés dans le dossier permettent de qualifier la modification de notable au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement. L'exploitant a apporté tous les éléments d'appréciation nécessaires. L'inspection des installations classées propose d'encadrer les modifications sollicitées par la mise en place d'un arrêté préfectoral complémentaire. Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint au présent rapport.

Rédigé par l'inspecteur de l'environnement : signé

Vérifié par le chef de la 1ère subdivision de l'Unité Départementale de la Marne : signé

Approuvé et transmis à Monsieur le Préfet de la Marne, pour le Directeur Régional, le chef de l'Unité Départementale de la Marne : signé

PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

L'établissement de LUZEAL est implanté sur le territoire de la commune de Pontfaverger-Moronvilliers. La société Luzeal possède 4 sites de déshydratation soumis à autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) dans le département de la Marne. Le site de Pontfaverger-Moronvilliers déshydrate de la matière végétale au moyen de sècheurs alimentés en charbon et en biomasse. En sortie de sècheur, la matière déshydratée est soit transformée en pellets au moyen de presses à granulés, soit pressée sous forme de balles de luzerne (nom commercial Rumiluz).

Le site, soumis à autorisation environnementale, ses installations sont réglementées par les actes administratifs suivants :

Acte administratif	Date d'entrée en vigueur	État
Arrêté préfectoral d'autorisation n° 96-A 41-IC	20/06/96	En vigueur
Arrêté préfectoral complémentaire n° 2011-APC-15-IC	09/02/12	En vigueur
Arrêté préfectoral complémentaire n°2017-APC-159-IC	21/12/17	En vigueur
Arrêté préfectoral d'autorisation n°2019-APC-71-IC	03/06/19	En vigueur
Arrêté préfectoral complémentaire n° 2022-APC-036-IC	11/03/22	En vigueur

Le site est actuellement composé :

- de l'usine de déshydratation comportant trois corps de bâtiments ;
- d'une tour de granulation pour la production d'œillettes ;
- d'un ensemble de silos de stockage vertical composé de 14 cellules métalliques de type Boutard ;
- de deux bâtiments de stockage horizontaux ;
 - bâtiment 1 susceptible de contenir soit des balles de luzerne seules, soit des granulés seuls, soit un mélange balles/granulés ;
 - bâtiment 2 réservé au stockage de balles de luzerne uniquement ;
- d'un atelier dédié à la mise en balle du « Rumiluz » ;
- d'un atelier de réparation des véhicules agricoles abritant les locaux sociaux ;
- d'un bâtiment abritant les bureaux ;
- d'une aire de stockage pour le charbon ;
- d'une aire de stockage pour la biomasse ;
- d'une aire de déchargement de matières premières.
- d'une lagune de 1 000 m³.

2 - PRÉSENTATION DU PROJET DE MODIFICATION

2.1 Description du projet

Le site de LUZEAL à Pontfaverger-Moronvilliers souhaite implanter un bâtiment supplémentaire, appelé bâtiment 4, pouvant servir au stockage de biomasse (10 000 m³), de balles (19 000 m³) et de granulés (7 700 m³), de manière simultanée, sans dépasser un volume total de 19 000 m³.

L'exploitant souhaite également augmenter la capacité du stockage de biomasse extérieur en la passant de 1 200 m³ à 7000 m³. L'augmentation du stock de biomasse en tant qu'énergie vise à augmenter la part de biomasse dans le mix-énergétique, en vue de la décarbonation des énergies employées.



Figure 1: Future implantation du bâtiment n°4 et de l'extension de l'aire de stockage de biomasse

2.1.a Étude de danger

- Bâtiment 4

Le bâtiment 4 sera constitué de murs béton de hauteur 4 m sur trois côtés. Il comprendra soit de la biomasse stockée en vrac (1 seul îlot), soit des balles stockées en pyramide, sur une surface de 2 375 m² et une hauteur maximale de 8 m (3 îlots), soit des granulés stockés en vrac (1 seul îlot). Le bâtiment 4 sera positionné à au moins 8 mètres de la limite de propriété permettant que les effets thermiques supérieurs à 8 kW/m² restent à l'intérieur du site, comme imposé dans l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.

Une modélisation de l'incendie du bâtiment 4 a été effectuée à l'aide du logiciel FLUMILOG (ANNEXE I). Cette modélisation permet de conclure que pour l'incendie généralisé du bâtiment n°4, les flux thermiques à 8kW/m² (seuil des effets dominos) n'atteignent pas les autres installations du site et ne sortent pas de l'emprise du site. Les flux thermiques de 3 et 5 kW/m², correspondants aux seuils des effets irréversibles et létaux sortent des limites de propriété, côté Est du nouveau hangar. Suite à une analyse de la gravité et de la probabilité de ce phénomène dangereux, l'étude conclut, par la grille de criticité suivante que le phénomène est acceptable. Le pétitionnaire estime qu'il n'est pas nécessaire de revoir l'étude de dangers du site LUZEAL Pontfaverger.

Gravité des conséquences	Probabilité (sens croissant de E vers A)				
	E	D	C	B	A
Désastreux					
Catastrophique					
Important					
Sérieux					
Modéré		-Incendie du bâtiment n°4			

Figure 2: Grille d'analyse de la justification des MMR en termes de couple probabilité-gravité des conséquences sur les personnes physiques

- Stockage extérieur de la biomasse

L'aire de stockage extérieure de biomasse est déjà existante. Le projet consiste en l'augmentation du volume stocké : de 1 200 m³ à 7 000 m³. Les dimensions de cette aire seront 50m x 32 m pour une hauteur de stockage de 4,4 m. L'aire extérieure de biomasse sera positionnée à au moins 10 mètres du stockage charbon, de la réserve d'eau incendie et de la limite de propriété. Elle sera également positionnée à au moins 13 mètres de la limite de propriété, conformément à l'article VII.1.2 de l'APC de 2019.

Une modélisation de l'incendie de l'aire de stockage de la biomasse a été effectuée à l'aide du logiciel FLUMI-LOG (ANNEXE I). Cette modélisation permet de conclure que pour l'incendie généralisé de l'aire de stockage de la biomasse, les flux thermiques à 8kW/m² (seuil des effets dominos) n'atteignent pas les autres installations du site et ne sortent pas de l'emprise du site.

La zone de stockage de charbon est située à proximité immédiate de l'aire extérieure de biomasse. Cependant, d'après les modélisations effectuées lors du Porter-à-connaissance du 20 juin 2019, le projet n'est pas affecté par des effets dominos susceptibles de survenir du fait des activités extérieures (ANNEXE II).

- **Besoins en eaux d'extinction**

Le nouveau bâtiment de stockage n°4, avec une surface de 2 964 m², devient le nouveau bâtiment à la surface la plus importante du site, et devient, de fait, la nouvelle surface de référence du site pour les calculs D9.

Les besoins en eaux d'extinction sont estimés à 330 m³/h pendant deux heures, soit un volume de 660 m³. Le volume actuel est de 480 m³, une nouvelle réserve d'eau de volume supérieur à 200 m³ est ajoutée pour couvrir les besoins en eau du site. La nouvelle réserve d'eau est positionnée en dehors des flux thermiques modélisés pour le bâtiment n°4, soit à une distance minimale de 20 mètres (ANNEXE III).

- **Besoins en rétention des eaux d'extinction**

Les besoins en eaux d'extinction ont été réévalués à 870 m³. Les eaux d'extinction étant redirigées vers la lagune de capacité 1000 m³, les besoins en rétention sont assurés.

Le pétitionnaire ne dispose pas moyen permettant de garantir que la lagune puisse être en permanence en capacité d'accueillir les eaux d'extinction en cas d'incendie. Néanmoins, il est rappelé dans le dossier que :

- concernant les produits déshydratés : Le courrier de la DRIRE du 31/08/2005 mentionne : « J'attire en outre votre attention sur le fait que, en ce qui concerne des produits déshydratés, la récupération des eaux d'extinction ne nous paraît pas nécessaire ». Cette conclusion est fondée sur l'absence d'impact des eaux d'extinction des produits déshydratés vis-à-vis de l'environnement ;
- concernant la biomasse (et, par extension, produits déshydratés) : le rapport de ANTEA GROUP de juillet 2018 conclut : « l'infiltration des eaux d'extinction d'un hypothétique incendie au stockage de biomasse vers la nappe de la craie n'induit pas de risque pour les enjeux identifiés ».

L'exploitant conclut qu'au vu des matières présentes sur le site de LUZEAL la rétention de l'ensemble des eaux d'extinction n'est pas nécessaire.

2.1.b Étude d'impact

- **Eau**

Le projet ne nécessite aucune utilisation d'eau. Les eaux pluviales de voiries, pour le bâtiment 4 seront collectées par gravité et transférées vers la lagune, via un séparateur hydrocarbures. Les eaux pluviales de toiture, non souillées, sont infiltrées sur place.

•

- **Nuisances sonores**

Le stockage en tant que tel n'est pas de nature à générer des nuisances sonores. Les seules nuisances possibles sont liées à l'usage d'engins de manutention qui transportent les matières : réception des matières, transfert vers ou depuis l'unité de déshydratation. La prochaine étude doit être menée en 2022.

- **Paysage**

Le bâtiment n°4, va s'intégrer dans le paysage existant, avec un bâtiment en bardage métallique, dans les mêmes coloris que les bâtiments existants.

L'aire de biomasse est déjà existante. L'augmentation de capacité n'est pas de nature à modifier significativement le paysage existant.

•

Les impacts liés aux déchets, au sol et au sous-sol, au trafic routier et aux risques sanitaires ont également été étudiés, cependant le projet n'entraîne aucune augmentation de ces impacts.

Le Projet n'est pas de nature à générer des impacts significatifs.

2.2 Évolution du classement au regard de la nomenclature ICPE

Au regard des modifications apportées, certaines rubriques de la nomenclature des installations classées sont réétudiées et d'autres réactualisées. De plus, en 2020, est paru un nouveau décret modifiant la nomenclature des ICPE, notamment la rubrique 1510 et les rubriques de stockage associées 1511, 1530, 1532, 2662 et 2663.

Le site de Pontfaverger-Moronvilliers est concerné par les rubriques 1530, 1532, 1510 et également 2160. La nouvelle nomenclature 1510, en date de septembre 2020, vient modifier les modalités de classement des stockages.

L'aire extérieure de stockage de la biomasse n'est pas considérée comme une installation pourvue d'une toiture dédiée au stockage (IPD), car il ne s'agit pas d'une installation recouverte d'une toiture.

Les bâtiments de stockages considérés comme des IPD sont les suivants :

- IPD1 : le bâtiment 1 de stockage des balles et des granulés en simultané (classé 1510) ;
- IPD2 : le bâtiment 2 de stockage des balles (actuellement classé 1530) ;
- IPD3 : le bâtiment 3 de stockage des balles (actuellement classé 1530) ;
- IPD4 : le bâtiment 4 de stockage de la biomasse, des balles et des granulés de manière simultanée (nouveau bâtiment).

L'IPD 4 étant éloignée de plus de 40m des autres IPD, elle constitue, en elle-même, un groupe d'IPD nommé groupe d'IPD 1. Ce groupe peut contenir simultanément les rubriques 1530, 1532 et 2160, et n'entre dans aucune des exclusions de la 1510, à savoir :

- la quantité globale de matières stockées n'est pas inférieure à 500 t ;
- rubrique unique (aucune des deux rubriques autre que la 1530 < 500 t) ;
- pas d'entrepôt exclusivement frigorifique. De ce fait, le groupe d'IPD n°1 est classé selon les rubriques 1510 et 2160.

Le volume du groupe d'IPD n°1 étant supérieur à 5 000 m³, il est classé en 1510 et 2160.

Puisque les bâtiments 1 à 3 pris deux à deux sont éloignés de moins de 40 mètres, ces IPD sont considérées comme étant un groupe d'IPD. Ce groupe d'IPD contient des installations classées 1510, 1530 et 2160 qui ne peuvent pas être considérées dans une des exclusions de l'assujettissement à la 1510, à savoir :

- la quantité globale de matières stockées n'est pas inférieure à 500 t ;
- rubrique unique (aucune des deux rubriques autre que la 1530 < 500 t) ;
- pas d'entrepôt exclusivement frigorifique.

Le volume du groupe d'IPD étant supérieur à 5 000 m³, il est classé en 1510 et 2160.

Les bâtiments 1 à 3 sont considérés comme des installations existantes, nouvellement soumises à la rubrique 1510.

Le volume des entrepôts est de 104 980 m³ (bâtiment 1 : 22 300 m³, bâtiment 2 : 20 070 m³, bâtiment 3 : 25 560 m³).

Le bâtiment 4 est considéré comme une installation nouvelle, soumise à la rubrique 1510.

Le volume global des entrepôts est de 104 980 m³. Les installations sont soumises au régime de l'Enregistrement (> 50 000 m³ mais < 900 000 m³).



Figure 3: IPD et groupes d'IPD

Le tableau de nomenclature peut donc être actualisé comme suit :

Rubriques ICPE		Situation actuellement autorisée		Situation demandée après modification	
N°	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité	Régime	Nature des installations et volume d'activité	Régime
3642	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production supérieure à 300 t de produits finis par jour ou 600 t par jour lorsque l'installation fonctionne pendant une durée maximale de 90 jours consécutifs en un an	575 t/j	A	575 t/j	A
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	59 MW	A	/ non applicable car séchage par contact direct	/
4801	Houille, coke, lignite, charbon de	2 000 tonnes de char-	A	2 000 t	A

	bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 500 t	bon			
1530	Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur à 20 000 m ³ mais inférieur ou égal à 50 000 m ³ .	31 484 m ³ de balles de luzerne: bâtiment 1 : 13 100 m ³ bâtiment 2 : 4 560 m ³ bâtiment 3 : 13 824 m ³	E	/	NC
1510	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques : 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³	22 300 m ³ de volume d'entrepôt (bâtiment 1)	DC	Total du volume : 104 980 m ³ Bâtiment 1 : 22 300 m ³ Bâtiment 2 : 20 070 m ³ Bâtiment 3 : 25 560 m ³ Bâtiment 4 : 37 050 m ³	E
1532	Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public : Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	1 200 m ³ de biomasse	D	Total du volume : 7 000 m ³ Aire de stockage extérieure (biomasse agro-combustible) : 7 000 m ³	D
2160-1b	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou	7 200 m ³ de pellets	DC	Total du volume : 14 900 m ³	DC

	<p>tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable.</p> <p>1. Silos plats :</p> <p>a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m³.</p>			<p>Bâtiment 1 : 7 200 m³</p> <p>Bâtiment 4 : 7 700 m³</p>	
2160-2b	<p>Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable.</p> <p>Autres installations :</p> <p>b) Si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m³, mais inférieur ou égal à 15 000 m³.</p>	<p>12 600 m³ de pellets</p> <p>(14 cellules type Bou-tard)</p>	DC	<p>12 600 m³</p> <p>(14 cellules type Bou-tard)</p>	DC
1185-2	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg</p>	58 kg	NC	58 kg	NC
1435	<p>Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.</p> <p>Le volume annuel de carburant liquide distribué étant :</p> <p>2. Supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³</p>	96 m ³ /an	NC	96 m ³ /an	
2930-1	<p>Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie :</p> <p>1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur :</p> <p>b) La surface de l'atelier étant supérieure à 2 000 m², mais inférieure</p>	600 m ²	NC	600 m ²	

	rieure ou égale à 5 000 m ²				
4734	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant :</p> <p>2. Pour les autres stockages : c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total</p>	<p>38,25 tonnes</p> <p>1 cuve de 40 m³ 1 cuve de 5 m³</p>	NC	<p>38,25 tonnes</p> <p>1 cuve de 40 m³ 1 cuve de 5 m³</p>	
4718	<p>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL et biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées) étant : inférieure à 6 t.</p>	<p>0,26 tonnes</p> <p>20 bouteilles de 13 kg de propane</p>	NC	<p>0,26 tonnes</p> <p>20 bouteilles de 13 kg de propane</p>	

A : Autorisation, E : Enregistrement, D : Déclaration, NC : Non Classée – **Gras** : rubrique modifiée

2.3 Conformité et aménagements aux AMPG

➔ Rubrique 1510

L'exploitant a vérifié la conformité du bâtiment 4 aux exigences de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux stockages classés selon la rubrique 1510 sont demandées. Certaines demandes d'aménagement ont été formulées. Ces propositions d'aménagements ont déjà été évoquées lors du 18 novembre 2021 entre La Coopération Agricole LUZERNE DE FRANCE et la DREAL.

Il est précisé qu'il n'existe pas de "cellule de stockage", au sens de la définition de l'AMPG 1510, dans les unités de déshydratation. Les matières, d'origine végétale, sont principalement stockées dans des hangars de type agricole.

Dans leur avis du 23 août 2022, les services du SDIS ont rendu un avis favorable au projet.

Ce tableau résume les demandes d'aménagement aux prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017 formulées par l'exploitant concernant le bâtiment 4 :

Exigences Annexe II	Aménagements souhaités	Conclusions de l'inspection
3.1 Accessibilité au site	Des exigences sont déjà prescrites à l'article VII.2.1 de l'APC de 2019, pour le bâtiment 3. Il est proposé de maintenir cette exigence pour le bâtiment n°4. Voir plan en figures 18 et 19 (accès + moyens de lutte). Les installations nouvelles seront rendues conformes à ces exigences.	Ce point a été soumis à la validation du SDIS, aucune observation n'a été formulée.
3.2 Voie engins	Des exigences sont déjà prescrites à l'article VII.2.1.2 de l'APC de 2019 pour le bâtiment n°3. Il est proposé de maintenir cette exigence pour le bâtiment n°4.	Ce point a été soumis à la validation du SDIS, l'observation suivante a été portée à l'exploitant : « Réaliser une voie engin permettant la circulation sur la périphérie du bâtiment 4 conformément à l'article 3.2 de l'annexe I de l'arrêté du 11 avril 2017 »
3.3-1 Aire de mise en station des moyens aériens	Aménagement souhaité : absence de remise en cause des exigences des arrêtés préfectoraux : pas d'exigences applicables en la matière dans les actuels AP/APC. La voie engin sera rendue conforme aux exigences. Aménagement souhaité : Mise en station des moyens aériens : pas nécessaire pour ce type d'installations dans la mesure où la procédure de gestion d'un incendie vise à extraire la matière par des engins de manutention, à l'extérieur du bâtiment, tant que les conditions d'intervention en intérieur le permettent, d'arroser les éventuelles flammèches ou flammes, au fur et à mesure de l'enlèvement et d'arroser les bâtiments proches, si le feu gagne en intensité et ne permet plus l'intervention en intérieur. Une intervention en toiture n'est pas réalisée par le SDIS, du fait des risques encourus. Absence de murs coupe-feu à l'intérieur du bâtiment. Absence de niveaux.	Ce point a été soumis à la validation du SDIS, l'observation suivante a été portée à l'exploitant : « Réaliser une aire de mise en station des moyens aériens directement accessible depuis la voie engin sur au moins une façade du bâtiment conformément au 3ème alinéa de l'article 3.3.1 de l'annexe I de l'arrêté du 11 avril 2017 »

Ce tableau résume les demandes d'aménagement aux prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017 formulées par l'exploitant concernant les bâtiments 1, 2, 3 et 4 :

Exigences Annexes II, VI et VII	Aménagements souhaités	Conclusions de l'inspection
1.1 Conformité de l'installation	Article I.6 de l'APC de 2019. Maintien des exigences applicables	Les exigences prescrites à l'article I.6 de l'APC de 2019 ne remettent pas en cause les prescriptions de l'AM du 11 avril 2017 et pourront être conservées.
1.6.3 à 1.6.4	Les exigences sont déjà prescrites à l'article 4.5	Les exigences prescrites à l'article 4.5 de l'AP

Eaux	de l'AP de 1996. Il est proposé de maintenir ces exigences pour le bâtiment n°4, sans modification.	de 1996 ne remettent pas en cause les prescriptions de l'AM du 11 avril 2017.
1.7 Déchets	Non concerné pour le Projet. En tout état de cause : voir titre V de l'APC de 2019. Maintien des exigences existantes.	Ce projet n'engendre pas la production de déchets supplémentaires et ne modifie pas les exigences de l'APC de 2019.
9 Conditions de stockage	1er alinéa : Absence de système d'extinction automatique car il n'existe pas de cellules de stockage à proprement parlé. 2nd alinéa : les installations sont conformes. Pas d'autres matières stockées que les balles et la biomasse (miscanthus, plaquettes). Distance de 1 m respectée. Pas de chauffage 3ème alinéa : aménagement souhaité : volume maximal correspondant à 7 000 t max (flumilog). 4ème alinéa et suivants : non concerné : pas de mezzanine, de liquides inflammables, de stockage en rayonnage ou palettier, de matières dangereuses liquides	Ces aménagements semblent acceptables du fait des modélisations Flumilog.
12 Détection automatique incendie	Aménagement souhaité : absence de détection automatique. Moyens équivalents : sondes thermométriques mobiles avec report d'alarme. Les sondes sont de technologie QUANTURI qui sont plantées dans les balles toutes les 100 tonnes ou dans les granulés toutes les 1000 tonnes. Elles permettent de détecter une élévation de température.	Cette disposition est déjà mise en œuvre sur certains sites marnais et est recevable.
13 Moyens de lutte contre l'incendie	Les moyens de lutte contre l'incendie du site sont déjà réglementés à l'article VII.2.3 de l'APC de 2019 pour le bâtiment n°3 et à l'article 13 de l'APC de 2011. Les bâtiments 1 et 2 sont conformes aux alinéas 1, 2, 3, 4 à 8, 10 et 11. 9ème alinéa : Aucun système d'extinction automatique d'incendie n'est nécessaire. Un arrosage automatique serait préjudiciable en cas d'incendie. En effet, les balles de luzerne ont un caractère fermentescible. L'ajout incontrôlé d'eau en quantité importante, en cas d'incendie ou d'auto-échauffement, ne ferait qu'accentuer le phénomène dangereux. Alinéa 11 : exigences déjà prescrites à l'article 9 de l'AP de 2012	Ce point a été soumis à la validation du SDIS.
14 Évacuation du personnel	1er à 3ème alinéas : atelier avec portes sur façade côté usine. Absence de cul-de-sac. Distance depuis l'opposé de la zone de stockage jusqu'à la sortie la plus proche < 75 m. Au moins deux issues vers l'extérieur. 4ème alinéa : demande d'aménagement : exigences identiques aux exigences prescrites dans la profession, à savoir : exercice annuel.	La soumission actuelle de la profession à un exercice annuel n'est pas un motif d'aménagement, la fréquence inscrite dans l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 est applicable.
15	Les exigences sont déjà prescrites à l'article 6.1	L'article 6.1 de l'APC de 1996, fait référence au

Installations électriques et équipements métalliques	<p>de l'APC de 1996. Il est proposé de maintenir ces exigences, sans modification.</p> <p>1er à 3ème alinéas : conformité</p> <p>Alinéa 4 : pas de transformateur HT – mur CF 2h</p> <p>Alinéa 5 : protection foudre sera conforme. Les installations du site sont déjà protégées. Les exigences sont déjà réglementées par APC de 2011. Il est proposé de maintenir ces exigences pour le bâtiment n°4, sans modification.</p> <p>Alinéa 6 : non concerné</p>	<p>l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion. Il apparaît opportun de se référer à cet arrêté ministériel.</p> <p>Alinéa 5 : l'article 6 de l'APC de 2011 fait référence à l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées, abrogé en 2011.</p> <p>Les dispositions de l'article 15 de l'arrêté du 11 avril 2017 sont donc applicables.</p>
20 Travaux de réparation et d'aménagement	<p>Le site est déjà conforme à ces exigences. Les exigences sont déjà prescrites par APC de 2011 (article 7) et APC de 1996 (article 6.5). Il est proposé de maintenir cette exigence sans modification.</p>	<p>Les prescriptions de l'article 6.5 de l'APC de 1996, ne correspondent pas à celles de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.</p> <p>Les prescriptions de l'article 7 de l'APC de 2011 ne remettent pas en cause les prescriptions de l'AM du 11 avril 2017.</p>
24 Bruit – valeurs limites de bruit	<p>Les exigences sont déjà prescrites au titre VI de l'APC de 2019 et à l'article 2 de l'APC de 1996. Il est demandé le maintien des exigences existantes.</p>	<p>Les prescriptions du titre VI de l'APC de 2019 et de l'article 2 de l'APC de 1996 ne remettent pas en cause les prescriptions de l'AM du 11 avril 2017.</p>
25 Surveillance	<p>1er alinéa : aménagement souhaité : moyen équivalent = sondes thermométriques avec report d'alarme qui sont considérés comme des moyens de prévention du risque d'auto-échauffement (cause principale du risque d'incendie)</p> <p>Une personne est d'ores et déjà chargée de la surveillance des installations de stockage. Elle sera également affectée à la surveillance du Projet. Pendant les heures d'exploitation de la ligne de déshydratation, la présence permanente de personnel dans le bâtiment n°4 est également à noter.</p> <p>2nd alinéa : pas de guichets de retrait – accès réservé au personnel habilité.</p> <p>Hors heures ouvrées, le site est clôturé.</p>	<p>L'alerte des membres du personnel par les sondes wifi mentionnées au point 12 semble suffisante.</p> <p>Une procédure d'intervention et d'alerte en cas d'incendie en dehors des heures ouvrées doit exister.</p> <p>Afin de revoir cette procédure, il est conseillé à l'exploitant de se rapprocher du SDIS.</p>
26 Remise en état après exploitation	<p>Exigences déjà prescrites à l'article 1.7 de l'APC de 1996. Il est demandé le maintien des exigences existantes.</p>	<p>Les prescriptions de l'article 1.7 de l'APC de 1996 ne remettent pas en cause les prescriptions de l'AM du 11 avril 2017.</p>

Ce tableau résume les demandes d'aménagement aux prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017 formulées par l'exploitant concernant les bâtiments 1, 2 et 3 :

Exigences Annexes VI et	Aménagements souhaités	Conclusions de l'inspection
----------------------------	------------------------	-----------------------------

VII		
1.6.1 Plan des réseaux	Les plans des réseaux sont existants. Il est demandé le maintien des exigences existantes. Le plan est déjà prescrit aux articles 1.4 de l'AP de 1996. Les exigences prescrites à l'article 1.6 de l'APC de 2019 ne remettent pas en cause les prescriptions de l'AM du 11 avril 2017 et pourront être conservées.	Les exigences prescrites à l'article 1.4 de l'APC de 2019 ne remettent pas en cause les prescriptions de l'AM du 11 avril 2017 et pourront être conservées. Le plan des réseaux devra être mis à jour.
1.6.2 Entretien et surveillance	Ces exigences sont déjà prescrites aux articles 4.1 et 4.2 de l'AP de 1996. Il est demandé le maintien des exigences existantes.	Les exigences prescrites aux articles 4.1 et 4.2 de l'AP de 1996 ne remettent pas en cause les prescriptions de l'AM du 11 avril 2017 et pourront être conservées.

Avis du service départemental d'incendie et de secours de la Marne :

Le 23 août 2022, le SDIS de la Marne a rendu un avis favorable au projet de LUZEAL concernant ses exploitations à Pontfaverger-Moronvilliers. Ces éléments ont été transmis à l'exploitant le 08 septembre 2022.

La contribution du service incendie a été transmise à l'exploitant, car il lui est demandé de prendre en considération les remarques suivantes :

- Réaliser une voie engin permettant la circulation sur la périphérie du bâtiment 4 conformément à l'article 3.2 de l'arrêté du 11 avril 2017 ;
- Réaliser une aire de mise en station des moyens aériens directement accessible depuis la voie engin sur au moins une façade du bâtiment conformément au 3ème alinéa de l'article 3.3.1 de l'arrêté du 11 avril 2017. Cette aire devra se situer dans un flux maximum de 3 KW/m² et à une distance de la façade de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum. La mise en place d'un moyen aérien permet de placer un moyen hydraulique en surplombant le sinistre de telle sorte à pouvoir diminuer efficacement son intensité préalablement aux opérations d'évacuation de la matière ;
- Réaliser des accès aux issus de la voie engin par un chemin stabilisé de 1.80 mètre de large minimum conformément à l'article 3.4 de l'arrêté du 11 avril 2017 ;
- Transmettre au SDIS pour avis le plan de défense incendie au sens de l'article 23 de l'arrêté du 11 avril 2017 ;
- Réaliser une réserve incendie d'une capacité cumulée de 660 m³ minimum (notamment en période de gel) ;
- Réaliser une aire d'aspiration conforme au niveau de la nouvelle réserve incendie conformément à l'article 3.3.2 de l'arrêté du 11 avril 2017 ;
- Transmettre au SDIS un dossier technique d'aménagement d'une réserve incendie ;
- Solliciter le SDIS pour réaliser une réception opérationnelle de la nouvelle réserve.

Le SDIS 51 formule un avis favorable à la réalisation de ce projet.

Dans son courriel du 07 septembre 2022, les services du SDIS précisent que le nouveau bâtiment doit : « disposer d'une aire de mise en station des moyens aériens qui permettra de mettre en œuvre un moyen hydraulique en surplombant le sinistre de telle sorte à pouvoir diminuer efficacement son intensité préalablement aux opérations d'extraction par engins de manutention.

S'agissant d'un bâtiment ne comportant qu'une seule cellule, et ce bâtiment étant redevable d'une voie engin sur sa périphérie (art 3.2 de l'arrêté du 11 avril 2017), nous acceptons que cette voie engin dispose des caractéristiques de la voie échelle ce qui permettra de stationner les moyens aériens. »

➔ Rubrique 2160

L'exploitant a vérifié la conformité du bâtiment 4 aux exigences de l'arrêté ministériel du 28 décembre 2007 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2160. Aucune demande d'aménagement n'a été formulée.

3 – ANALYSE DE L'INSPECTION

3-1 Examen au regard de l'article R.181-46-I-1°

À la lumière du tableau figurant au point 2.2 ci-dessus, le projet consiste en une modification des installations déjà existantes avec la création d'un bâtiment de stockage. Il s'agit d'une extension liée à l'augmentation des capacités de stockage sous la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées.

Cette modification n'est pas soumise à évaluation environnementale, car elle ne répond pas aux critères définis par l'article R122-2-II.

Cette modification n'est pas non plus soumise à évaluation environnementale au cas par cas au regard de l'article R.122-2-II du code de l'environnement. En effet, l'extension ne dépasse pas en elle-même le seuil de l'enregistrement.

Ainsi, cette extension ne relève pas du présent article.

3-2 Examen au regard de l'article R.181-46-I-2°

NEANT, car l'AM du 15/12/2009 a été abrogé.

3-3 Examen au regard de l'article R.181-46-I-3°

La modification n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, en effet, cette modification :

- ne porte pas atteinte à la ressource en eau, les eaux de ruissellement seront collectées et dirigées vers une lagune, à l'exception des eaux de toiture qui seront directement infiltrées ;
- ne présente pas de dangers ou inconvénients « soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ». aucun effet thermique ne sort du site et la modification n'entraîne pas d'effets dominos ;
- ne remet pas en question la qualité des rejets dans l'air, l'exploitant s'engage à respecter les valeurs limites d'émission présentées dans son arrêté, sans les modifier ;
- aura lieu dans l'enceinte du site d'exploitation de LUZEAL à Pontfaverger-Moronvilliers, aucun impact n'est attendu sur les milieux protégés, les monuments naturels, les sites d'intérêts, ou les sites Natura 2000.

Ainsi, cette modification, ne procure pas au projet à ce titre un caractère substantiel et peut être traitée en application du R. 181-46-II, comme une modification notable.

Les dérogations présentées dans la partie 2.3 sont acceptées et justifiées dans le dossier notamment par la présence de modélisations.

4 - PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

Par courriel du 21 juin 2022, la société LUZEAL a déposé un projet à connaissance concernant la création d'un stockage de biomasse, balles et granulés, et l'extension du stockage de biomasse extérieur existant, sur le site de Pontfaverger-Moronvilliers.

Après examen du dossier, l'inspection des installations classées considère que cette modification n'est pas substantielle. Cependant, il apparaît nécessaire d'encadrer la modification par un arrêté préfectoral complémentaire. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint en annexe, un document d'information sur les risques industriels sera proposé prochainement afin d'encadrer les effets thermiques atteignant les seuils des effets irréversibles et létaux qui sortent des limites de propriété du site. En application des dispositions de l'avant-dernier alinéa de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, l'inspection propose de ne pas consulter le CODERST sur ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

ANNEXE I :
Modélisation FLUMILOG du futur bâtiment 4 et du stockage extérieur de biomasse



ANNEXE II :
Modélisation FLUMILOG effets du stockage de charbon sur le stockage extérieur de biomasse

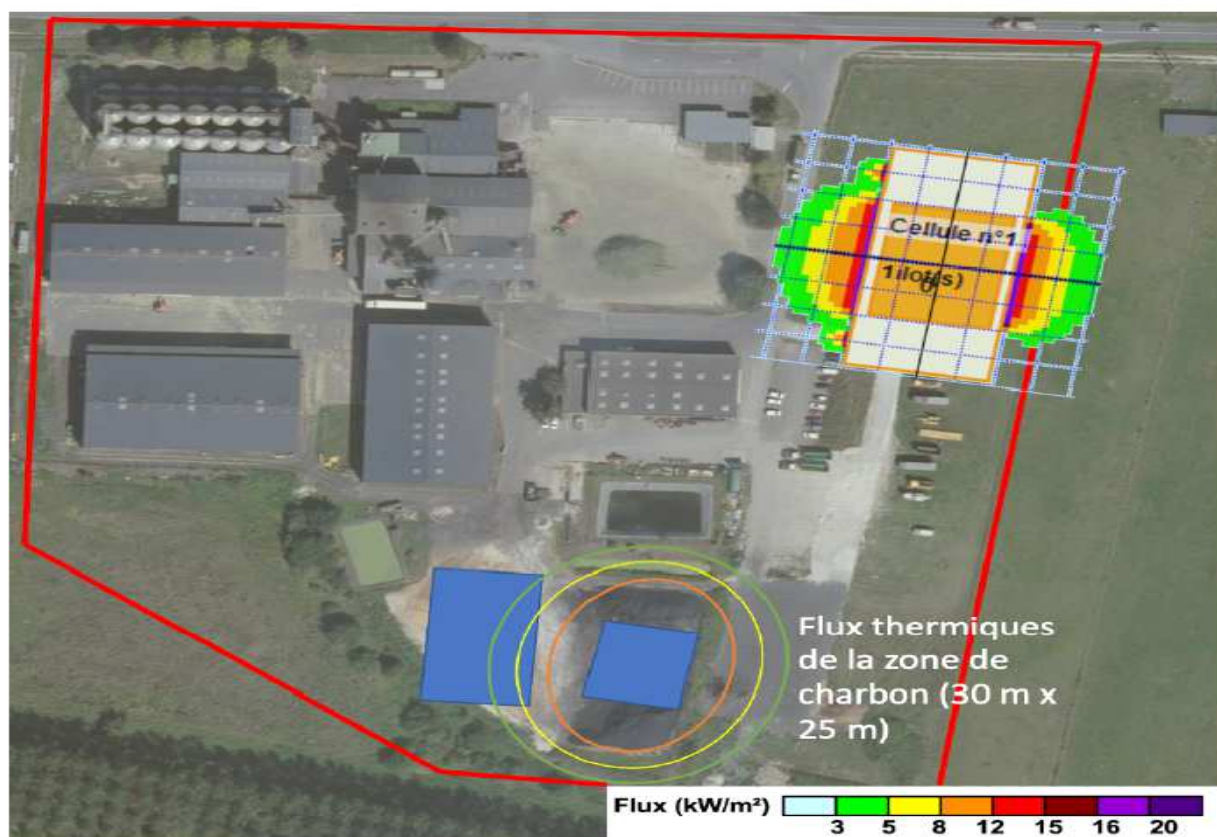
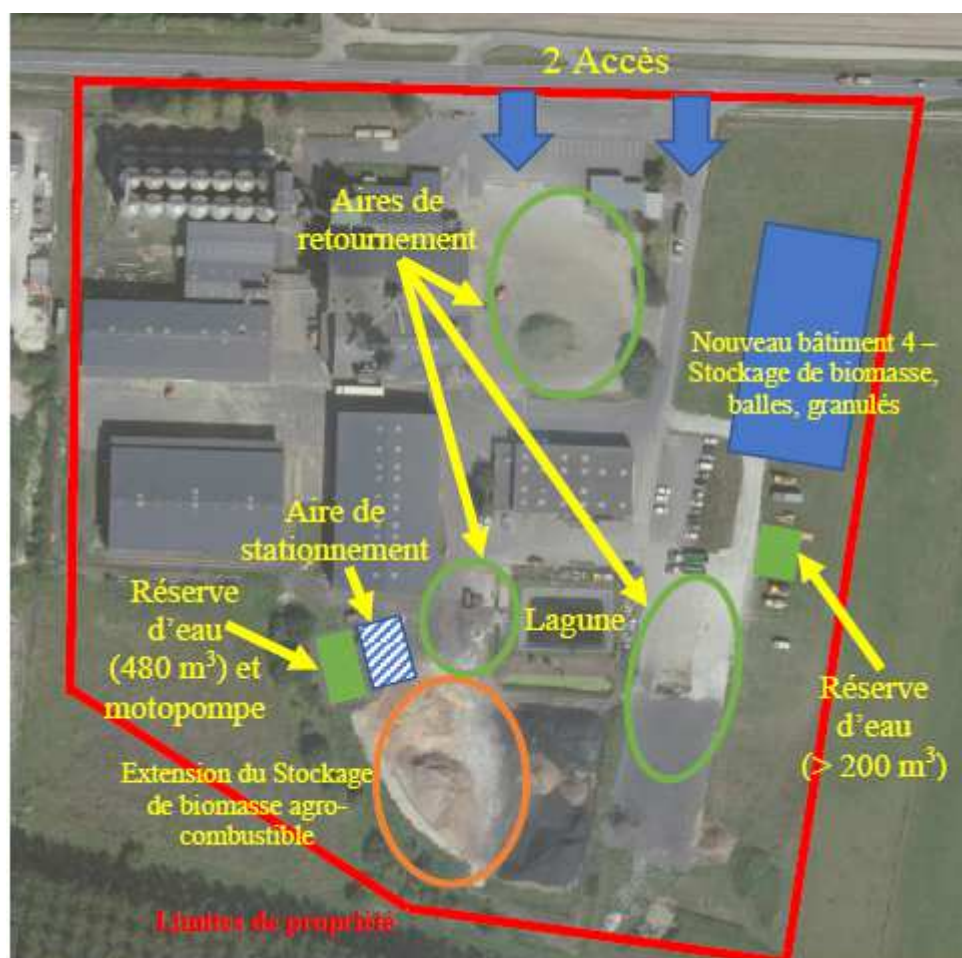


Figure 17 - Représentation graphique des effets thermiques – zone de charbon

ANNEXE III :
Localisation des moyens incendie



**ANNEXE IV :
Projet DIRI**